



PARLEMENT EUROPÉEN

2009 - 2014

Document de séance

1.7.2013

B7-0339/2013

PROPOSITION DE RÉOLUTION

déposée à la suite de déclarations du Conseil et de la Commission

conformément à l'article 110, paragraphe 2, du règlement

sur le bilan de la présidence irlandaise, y compris l'accord sur le cadre financier
pluriannuel
(2012/2799(RSP))

Richard Ashworth
au nom du groupe ECR

Résolution du Parlement européen sur le bilan de la présidence irlandaise, y compris l'accord sur le cadre financier pluriannuel (2012/2799(RSP))

Le Parlement européen,

- vu les articles 295, 311 et 312 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (traité FUE),
 - vu la proposition de la Commission du 29 juin 2011 et la proposition modifiée de la Commission du 6 juillet 2012 de règlement du Conseil fixant le cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020 (COM(2011)0398 et COM(2012)0388),
 - vu l'accord politique au Conseil européen des 7 et 8 février 2013,
 - vu l'accord politique au sommet du 27 juin 2013 entre les trois présidents dans le cadre de l'article 324 du traité FUE,
 - vu l'article 110, paragraphe 2, de son règlement,
- A. considérant que l'article 312, paragraphe 2, du traité FUE dispose que le Conseil, statuant conformément à une procédure législative spéciale, adopte un règlement fixant le cadre financier pluriannuel (CFP), en statuant à l'unanimité, après approbation du Parlement européen;
- B. considérant que, aux termes de l'article 295 du traité FUE, le Parlement européen, le Conseil et la Commission procèdent à des consultations réciproques et organisent d'un commun accord les modalités de leur coopération, et considérant qu'à cet effet, un accord interinstitutionnel devrait être adopté pour améliorer le fonctionnement de la procédure budgétaire annuelle et de la coopération entre les institutions sur les questions budgétaires;
- C. considérant que, conformément à l'article 311 du traité FUE, l'Union doit se doter des moyens nécessaires pour atteindre ses objectifs et pour mener à bien ses politiques, et qu'elle doit être intégralement financée par des ressources propres; considérant que le Conseil est tenu de le consulter avant d'adopter une nouvelle décision sur la réforme des ressources propres et qu'il doit, en outre, obtenir son approbation avant d'adopter un règlement fixant les mesures d'exécution du système des ressources propres;
1. se réjouit d'être parvenu à un accord d'ensemble, avec la présidence en exercice du Conseil et l'entière coopération de la Commission, sur un projet de cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020 et sur un projet d'accord interinstitutionnel entre le Parlement européen, le Conseil et la Commission sur la coopération en matière budgétaire et de bonne gestion financière;
 2. est tout à fait conscient du fait que les négociations sur le CFP 2014-2020 se sont déroulées dans une conjoncture économique très difficile, alors que les États membres s'engagent à déployer des efforts considérables pour opérer des ajustements dans leurs

budgets nationaux; est convaincu que le compromis finalement trouvé représente une réponse réaliste et pragmatique à des conditions économiques et budgétaires qui posent un défi à tous les États membres;

3. reconnaît que les plafonds du CFP ne constituent qu'un aspect des budgets futurs et que des dépenses efficaces et efficaces sont tout aussi importantes, si ce n'est plus; rappelle en outre que toutes les dépenses de l'Union doivent être ciblées sur les régions et États membres qui en ont le plus besoin, conformément au principe d'égalité et de solidarité entre les nouveaux États membres et les anciens;
4. estime, au vu de la situation macro-économique et des défis que lance une économie mondiale en évolution rapide, qu'un budget plus resserré demande une plus grande souplesse tant entre rubriques qu'entre exercices; est convaincu que le compromis finalement trouvé donne des garanties suffisantes de souplesse dans l'architecture budgétaire pour permettre à l'Union de remplir ses obligations et de répondre de manière appropriée à des circonstances et à des priorités en pleine évolution, tout en respectant les plafonds déjà convenus;
5. se réjouit de ce que l'actuel système de ressources propres reste inchangé, à la suite d'un accord unanime au Conseil, en tant qu'elles sont des prérogatives relevant des traités; affirme sa volonté de trouver au plus vite un accord sur un règlement du Conseil fixant les modalités de mise en œuvre dudit accord;
6. admet que le paquet sur lequel il s'est accordé avec le Conseil entraîne que le CFP aura une durée de sept ans; réaffirme sa position selon laquelle il serait préférable de disposer d'un cadre d'une durée maximale de cinq ans;
7. insiste dès lors pour que les cadres futurs, à partir de 2020, aient au plus une durée de cinq ans, ce qui donnerait une plus grande souplesse et une meilleure réactivité et alignerait mieux la durée du CFP sur le mandat des institutions, de façon à renforcer l'obligation de rendre compte et la responsabilité démocratique; salue à ce propos la déclaration de la Commission annonçant qu'elle examinera plus en détail la correspondance des ses propositions avec les cycles politiques des institutions;
8. prend acte de ce que ses négociations avec le Conseil sur les propositions législatives relatives aux programmes pluriannuels se poursuivent, dans de nombreux cas, selon la procédure législative ordinaire; plaide pour que les deux branches du pouvoir législatif continuent d'œuvrer à ce que tous les programmes de dépenses soient prêts à débiter dès le 1^{er} janvier 2014, en assurant ainsi une transition fluide de l'actuel cadre au cadre nouveau;
9. s'engage à prendre officiellement sa décision juridique sur le paquet convenu dès lors que seront prêts certains éléments techniques en débat selon la procédure législative ordinaire, dont l'insertion dans le règlement CFP sera plus tard requise; réaffirme sa résolution de donner officiellement son approbation une fois que lesdits éléments seront prêts et souligne qu'aucun des paquets ficelés le 27 juin 2013 ne sera rouvert;
10. charge son Président de transmettre la présente résolution au Conseil européen, au Conseil, à la Commission, aux gouvernements et aux parlements des États membres, ainsi

qu'aux autres institutions et organismes concernés.